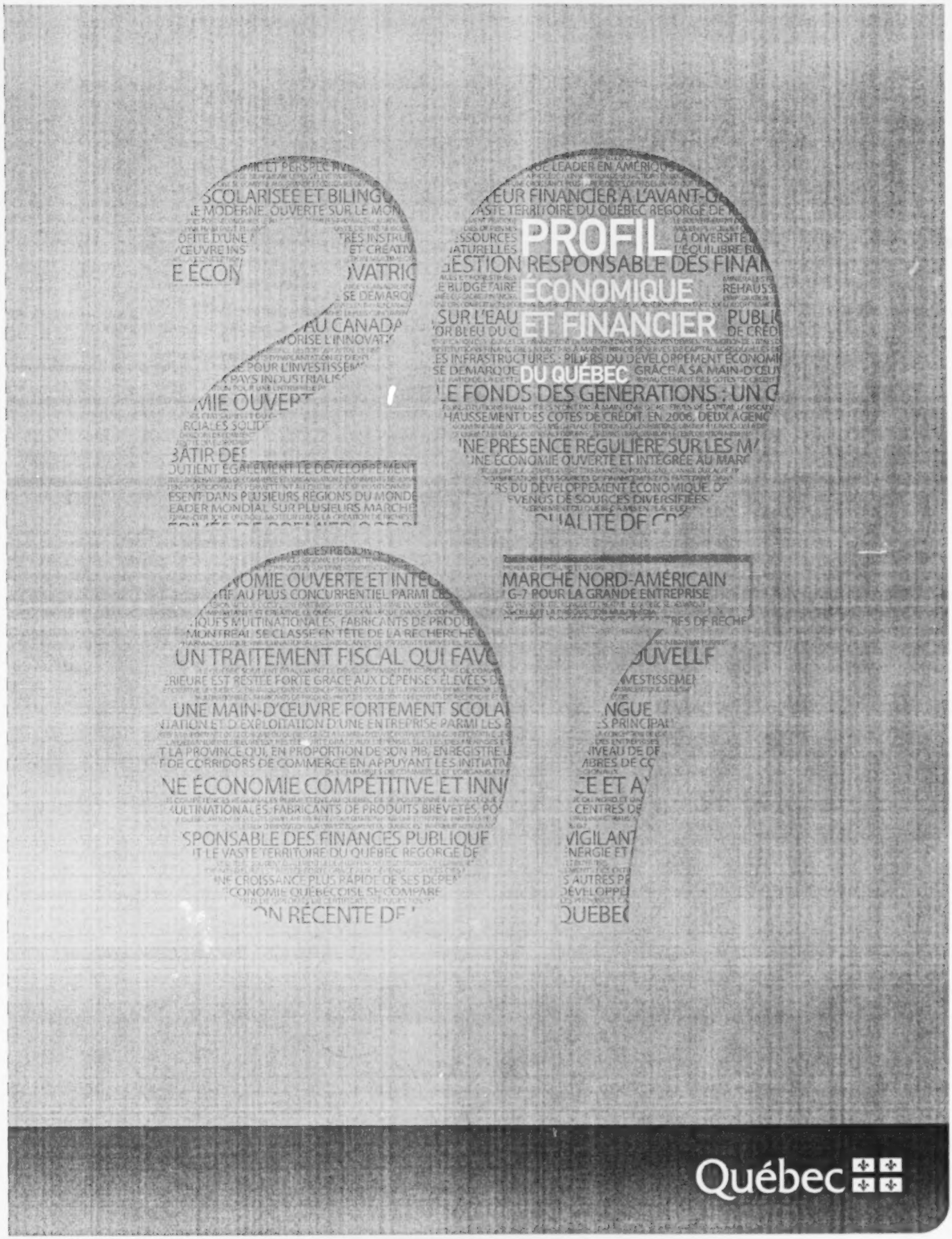

PROFIL
ÉCONOMIQUE
ET FINANCIER
DU QUÉBEC
Québec

Le PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC - Édition 2007
est produit par le
Ministère des Finances
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3

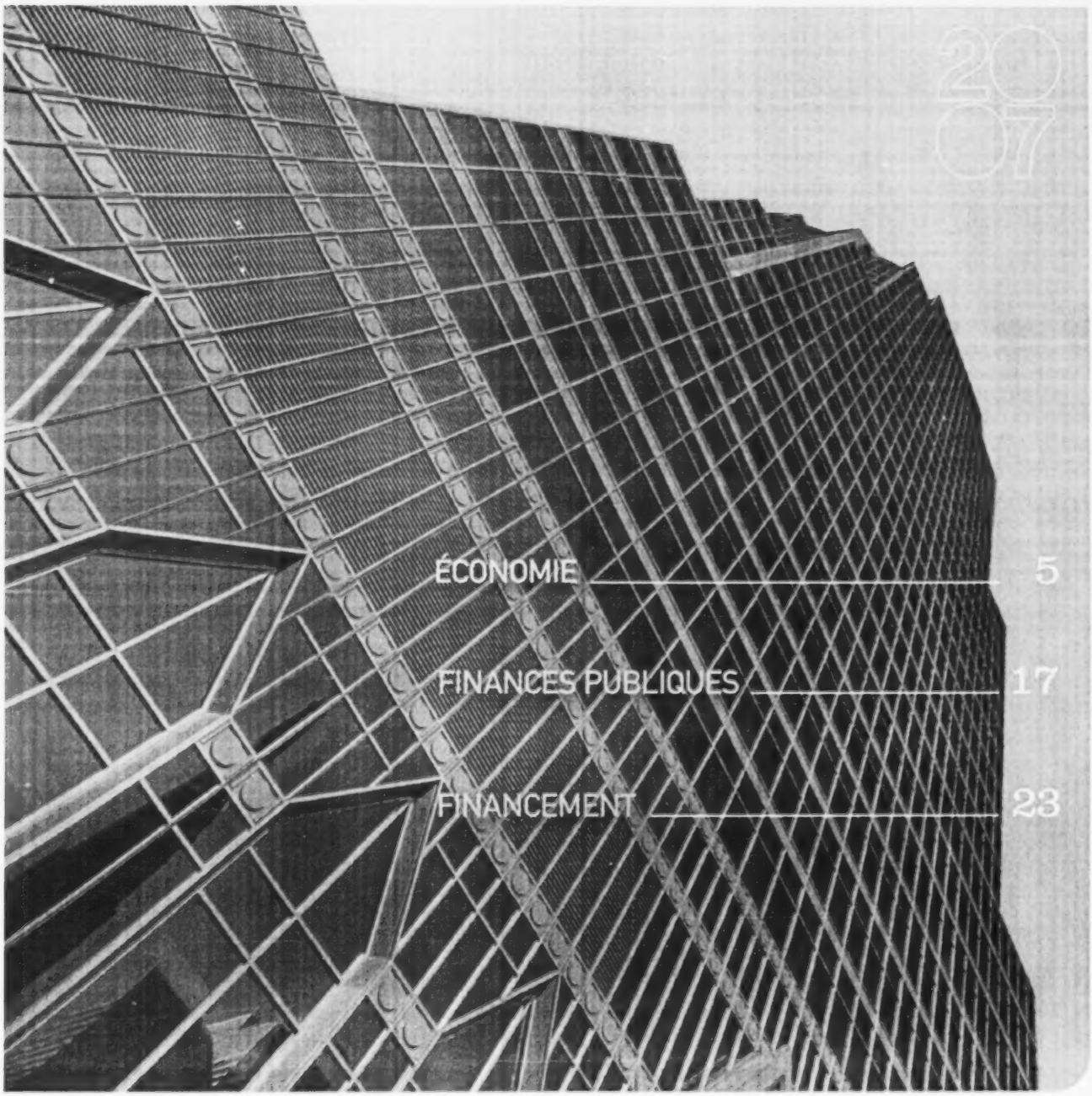
Pour information, s'adresser au
Secrétariat et coordination
Téléphone : (418) 691-2250
Télécopieur : (418) 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca
Abonnement disponible

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2007
ISBN 978-2-550-49843-8 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-49844-5 (PDF)

Version mise à jour : Octobre 2007

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC



ÉCONOMIE 5

FINANCES PUBLIQUES 17

FINANCEMENT 23

Premier en superficie au Canada,
le Québec se classe au second rang sur la base
de sa population de 7,7 millions d'habitants.

Porte d'entrée naturelle du continent nord-américain,
le Québec dispose d'un accès privilégié à un marché de plus de
440 millions de consommateurs en participant à l'Accord
de libre-échange nord-américain (ALENA).

Investir au Québec, c'est profiter d'une main-d'œuvre fortement
scolarisée, d'un traitement fiscal avantageux pour l'investissement et de
faibles coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises.

L'équilibre budgétaire et la création du Fonds des générations sont deux
éléments clés de la saine gestion des finances publiques.

4000 KM
3000 KM
2000 KM
1000 KM
CANADA
QUÉBEC
VANCOUVER
QUÉBEC
MONTRÉAL
TORONTO
BOSTON
DÉTROIT
NEW YORK
CHICAGO
WASHINGTON
ÉTATS-UNIS
ATLANTA
MEXICO

LE PLUS IMPORTANT CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE JEUX VIDÉO DU MONDE

Ubisoft investira 454,1 millions de dollars à Montréal dans son nouveau studio de création numérique pour le cinéma et agrandira son centre de développement de jeux vidéo. L'entreprise compte faire du studio de Montréal le plus important centre de développement de jeux vidéo du monde.

LE CIRQUE DU SOLEIL, UN SUCCÈS PLANÉTAIRE

En 2007, plus de huit millions de personnes assisteront à l'un des 18 spectacles du Cirque du Soleil présentés actuellement à travers le monde.

D'ici 2010, six nouvelles productions permanentes verront le jour à l'étranger : à Tokyo, à Dubaï, deux à Macao et deux à Las Vegas.

CAE FÊTE SES 60 ANS

La compagnie CAE investira 630 millions de dollars dans le projet Phoenix afin de mettre au point de nouvelles technologies de fabrication de simulateurs de vol. L'entreprise entend ainsi renforcer sa position de chef de file mondial dans les domaines de la simulation, de la modélisation et des services de formation à l'aviation civile et maintenir 800 postes de haut savoir à Montréal.

QUÉBEC, UN ENVIRONNEMENT
D'AFFAIRES PAR EXCELLENCE

2007

ÉCONOMIE

Évolution récente de l'économie et perspectives

UNE BONNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le Québec a connu une croissance économique annuelle moyenne de 2 % depuis quatre ans. La demande intérieure est restée forte grâce aux dépenses élevées des ménages et aux investissements des entreprises :

- la croissance des dépenses réelles des ménages dépassera, pour une sixième année consécutive, les 3 % en 2007;
- les entreprises ont accru leurs investissements réels de 35 % depuis 2003.

Ce dynamisme économique s'est reflété sur le marché du travail :

- près de 200 000 emplois ont été créés depuis quatre ans;
- le taux de chômage a atteint 6 % en 2006, le plus faible depuis plus de trente ans;
- le taux d'emploi se situe depuis 2004 au-dessus de 60 %, un record.

En perspective, la croissance économique devrait atteindre 1,8 % en 2007 et s'accélérer à 2,5 % en 2008 avec la reprise de l'économie américaine :

- une création de 40 000 emplois en moyenne est attendue pour ces deux années.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

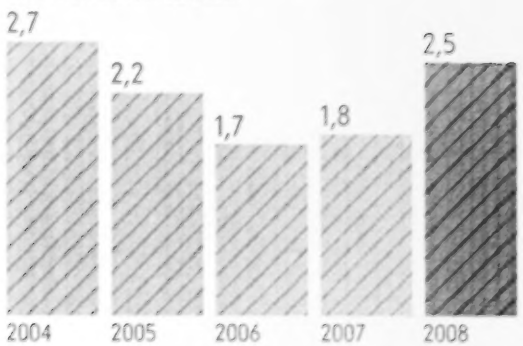
(VARIATION EN POURCENTAGE)

QUÉBEC	2006	2007	2008
PIB réel	1,7	1,8	2,5
Consommation	3,3	3	2,8
Mises en chantier (en milliers)	47,9	48,1	47,5
Exportations internationales	2,6	3,8	5,2
Taux de chômage (%)	8,3	7,8	7,8
Créations d'emplois (en milliers)	49,1	44,9	50,8
Indice des prix à la consommation	1,7	1,9	1,8

CANADA			
Taux d'intérêt (%)			
Bons du Trésor (3 mois)	4,1	4,1	4,2
Obligations (10 ans)	4,3	4,4	4,7
Taux de change (¢ US)	88,2	93,5	93,5

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL

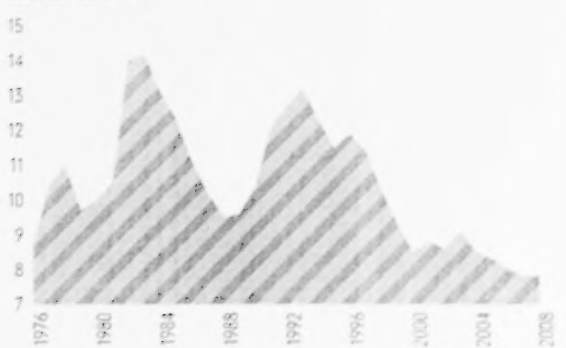
(VARIATION EN POURCENTAGE)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

TAUX DE CHÔMAGE

(EN POURCENTAGE)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

Une économie en évolution

UNE ÉCONOMIE MODERNE

Ouverte sur le monde, la société québécoise s'adapte aux changements :

- le Québec est une terre d'accueil pour 44 000 immigrants en moyenne par année en provenance de tous les continents ;
- la population québécoise présente le taux de bilinguisme le plus élevé parmi les provinces canadiennes :
  - 40,8 % des Québécois sont bilingues ;
  - 57 % des Montréalais sont bilingues et 15,5 % sont trilingues ;
- 60 % des ménages québécois possèdent un ordinateur et près de un ménage sur deux est branché à Internet.

La structure de l'économie québécoise se compare aux grandes économies développées :

- le secteur des services représente 71 % du PIB réel ;
- le taux d'emploi atteint une proportion de 60 % de la population ;
- 60 % des femmes sont actives sur le marché du travail.

UNE MAIN-D'ŒUVRE FORTEMENT SCOLARISÉE ET BILINGUE

Le Québec profite d'une main-d'œuvre très instruite :

- 64 % des travailleurs québécois détiennent un diplôme d'études secondaires ou plus ;
- grâce à son excellent réseau collégial, le Québec présente le taux de diplômes de certificats d'études postsecondaires le plus élevé parmi les provinces canadiennes ;
- 17 % des travailleurs québécois possèdent un diplôme de niveau universitaire.

Les dépenses consacrées à l'enseignement universitaire atteignent 1,7 % du PIB au Québec :

- un taux supérieur à la moyenne canadienne estimée à 1,5 % du PIB ;
- le Québec devance la plupart des pays membres de l'OCDE.

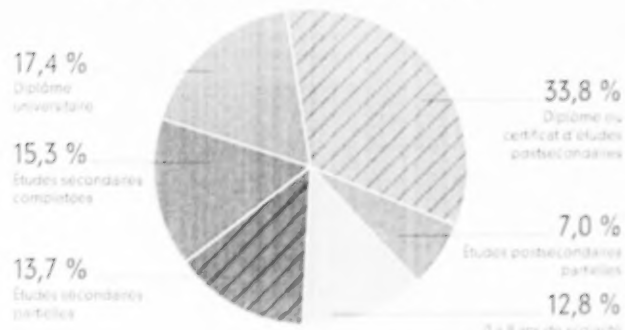
Montréal se classe en tête de la recherche universitaire au Canada :

- sept des principaux établissements universitaires montréalais obtiennent 19 % du budget total consacré à la recherche au Canada ;
- Montréal compte près de 5 830 chercheurs universitaires ;
- Montréal possède la deuxième plus grande proportion d'étudiants par habitant en Amérique du Nord, tout juste derrière Boston.

CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS ET DU FRANÇAIS
(EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE)

SOURCES : STATISTIQUE CANADA, RECENSEMENT DE 2001

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ - 2006



SOURCE : STATISTIQUE CANADA

Une économie axée sur les nouvelles technologies

L'AÉRONAUTIQUE

L'industrie aéronautique occupe une part importante dans l'économie du Québec :

- 16 % des exportations manufacturières du Québec proviennent de la construction spatiale et aéronautique;
- le Québec se classe au sixième rang mondial en matière de production, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon;
- plusieurs grands joueurs mondiaux sont installés au Québec : Bell Helicopter, GE, Pratt & Whitney, CAE, Bombardier, Lockheed Martin, etc.

L'AÉRONAUTIQUE : UNE INDUSTRIE DE CLASSE MONDIALE

- Au cours des cinq prochaines années, Pratt & Whitney Canada investira 1,3 milliard de dollars dans le développement de technologies réduisant la carbonisation.
- CAE obtient d'importants contrats militaires, notamment avec le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni.
- Bell Helicopter Textron Canada travaille à un prototype d'hélicoptère grâce à un concept unique qui permet de produire quatre modèles distincts à partir de modules communs.

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS : UN PILIER DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

- L'entreprise Hybride de Montréal a créé les effets visuels du film 300 distribué partout dans le monde.
- Le logiciel de production de personnages softimagiques, mis au point par l'entreprise Softimage, a été utilisé pour la création des effets visuels du film Charlotte's Web.
- L'entreprise française Ubisoft installera à Montréal son nouveau studio de création numérique pour le cinéma.
- En 2007, l'entreprise britannique Eidos a annoncé l'ouverture d'un studio de développement de jeux vidéo à Montréal.

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

Grâce à une industrie développée et très compétitive, le Québec a intégré très rapidement les nouvelles technologies de l'information et des communications dans ses processus de production et d'échanges de biens et services :

- un vaste réseau d'entreprises spécialisées dans les services de télécommunication est implanté au Québec : Bell, Telus, Vidéotron, TéléGlobe, Microcell, etc.;
- le Québec abrite les plus grandes installations d'essais et de mise sous boîtier de semi-conducteurs à l'échelle mondiale, propriétés d'IBM;
- grâce à sa main-d'œuvre instruite, bilingue et créative, le Québec se démarque dans la conception de logiciels et la production multimédia.

À la recherche de l'excellence

LES SCIENCES DE LA VIE

Le Québec se démarque en Amérique du Nord par son industrie biopharmaceutique :

- le Québec propose une politique de remboursement favorable à l'innovation dans le cadre de son régime public d'assurance médicaments;
- les dix plus grandes entreprises pharmaceutiques multinationales, fabricants de produits brevetés, possèdent des centres de recherche et de fabrication en territoire québécois;
- une vingtaine d'entreprises pharmaceutiques se spécialisent dans la fabrication et la mise en marché des versions génériques de médicaments.

SCIENCES DE LA VIE : PARMI LES MENEURS EN AMÉRIQUE

- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]

LA PLASTURGIE : UN SECTEUR PROMETTEUR

- [illegible]
- Omniplast [illegible]
- [illegible]

LA PLASTURGIE

Depuis 1995, l'industrie de la plasturgie est en plein essor au Québec en raison du développement de nouveaux produits plus performants et substituables au métal et au verre :

- les exportations internationales québécoises de produits en matière plastique ont connu une croissance annuelle moyenne de [illegible] % entre [illegible];
- cette industrie regroupe plus de [illegible] entreprises, principalement des PME, qui emploient près de [illegible] personnes;
- [illegible] sont les principaux débouchés [illegible] de la plasturgie;
- la réglementation environnementale de plus en plus sévère favorisera à l'avenir les pièces de transport en plastique et les matériaux composites.

Une économie innovatrice

DÉPENSES EN R-D : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec connaît une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes :

- depuis 1983, les dépenses en R-D au Québec, exprimées en pourcentage du PIB, ont crû de 4,5 % en moyenne par année par rapport à 2,5 % pour l'Ontario et à 1,9 % pour l'ensemble du Canada;
- depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les dépenses en R-D des entreprises bénéficient d'un traitement fiscal avantageux :

- le plus compétitif au Canada pour la PME et le plus concurrentiel parmi les pays du G-7 pour la grande entreprise.

UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2004, le Québec a consacré 2,74 % de son PIB à la R-D :

- un niveau plus élevé que les moyennes de l'OCDE, du G-7 et de l'Union européenne.

L'objectif visé par le Québec est que les dépenses en R-D atteignent 3 % du PIB d'ici 2010.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D, 2004

(EN POURCENTAGE DU PIB)

Québec	2,74
G-7	2,48
OCDE	2,25
Union européenne	1,77

UN LEADER EN CAPITAL DE RISQUE

Le Québec conserve la première place au Canada en matière de gestion du capital de risque avec 50 % des capitaux sous gestion.

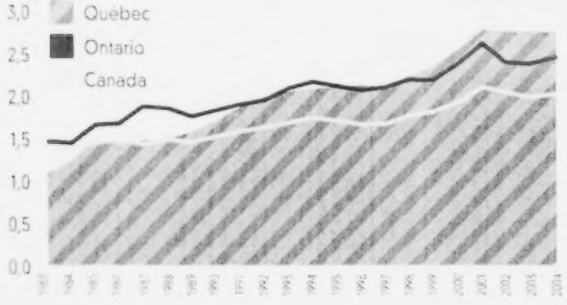
En 2006, le Québec a reçu 36 % des investissements de capital de risque réalisés au Canada :

- près de 60 % des 603 millions de dollars investis en 2006 provenaient d'investisseurs privés et étrangers.

Depuis 2005, plus de 15 fonds privés et étrangers additionnels, dont les capitaux sous gestion s'élèvent à près de 3 milliards de dollars, ont fait leur entrée au Québec.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D

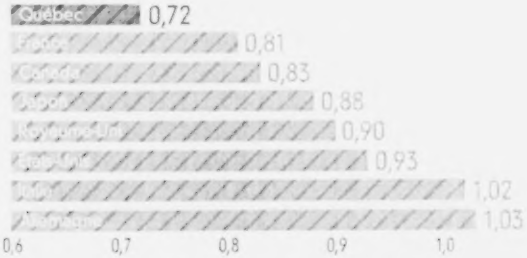
(EN POURCENTAGE DU PIB)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

COÛT NET APRÈS IMPÔT D'UNE DÉPENSE EN R-D[1][2]

(EN DOLLARS)



(1) Cas d'une grande entreprise. Coût net après impôt d'une dépense de 1 $ en R-D [illegible]
(2) Pour le Québec, taux de l'aide fiscale en vigueur au 1er janvier 2007. Pour les pays taux de l'aide fiscale en vigueur en 1999-2006.

SOURCES : SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE : PERSPECTIVES DE L'OCDE, ÉDITION 2006, ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

Une économie compétitive

FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

Les études de la firme KPMG confirment année après année que le Québec affiche des coûts d'implantation et d'exploitation pour une entreprise parmi les plus faibles des principaux pays industrialisés :

- selon les plus récentes données (2007), ces coûts sont inférieurs de 2,2 % à la moyenne canadienne, de 7,6 % aux coûts aux États-Unis et de 10 % à ceux prévalant en moyenne dans les pays du G-7;
- le Québec se démarque par de faibles coûts de main-d'œuvre, des services publics abordables, telle l'électricité, et une fiscalité concurrentielle.

UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis et du G7. De plus, il est l'un des plus faibles au Canada, principalement en raison :

- d'un taux d'imposition des profits des entreprises parmi les plus bas en Amérique du Nord;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipements;
- de la diminution progressive de la taxe sur le capital et de son élimination complète après le 31 décembre 2010 pour toutes les entreprises.

INDICE DES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES[1]
(ÉTATS-UNIS = 100)

SOURCES : KPMG ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT[1] EN 2011
(EN POURCENTAGE)

SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Une économie ouverte et intégrée au marché nord-américain

UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) donne au Québec un accès à un marché de plus de 440 millions de consommateurs :

- depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations internationales du Québec sont passées de 22 % du PIB en 1988 à 33 % du PIB en 2006;
- le Québec est le septième exportateur sur le marché américain;
- le matériel de transport, les métaux, le papier et les produits du bois sont les principales exportations manufacturières du Québec vers les États-Unis.

BÂTIR DES RELATIONS COMMERCIALES SOLIDES

- À l'avenir, le Québec veut consolider ses relations commerciales avec les États des régions de la côte est et de la région du Mid-Atlantique en intensifiant ses actions dans les domaines de l'énergie propre, de la biotechnologie, de la sécurité et de l'agroalimentaire.
- Le Québec soutient également le développement de corridors de commerce en appuyant les initiatives des chambres de commerce et l'organisation d'événements régionaux.

LE QUÉBEC EST PRÉSENT DANS PLUSIEURS RÉGIONS DU MONDE

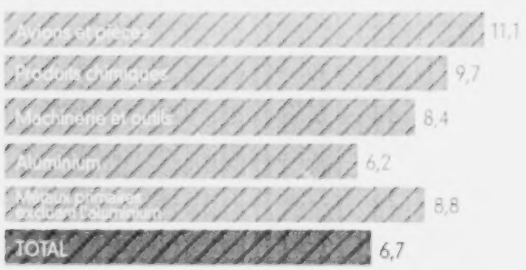
Grâce à une structure industrielle diversifiée, les exportateurs québécois ont développé de nombreux liens d'affaires partout dans le monde :

- près de 80 % des exportations internationales sont destinées aux États-Unis;
- deuxième client en importance, l'Union européenne accueille plus de 10 % des exportations internationales du Québec;
- le Québec profite de l'effervescence actuelle de l'économie chinoise alors que la valeur des exportations vers ce pays a augmenté annuellement de 19 % en moyenne entre 2000 et 2006.

Le Québec est un leader mondial sur plusieurs marchés :

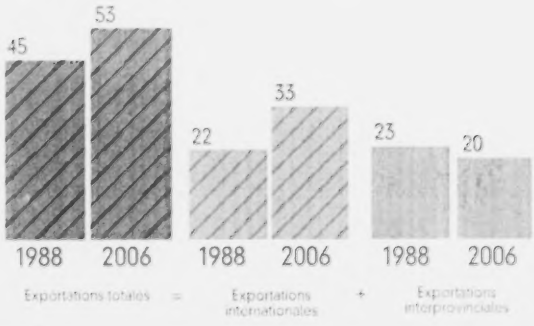
- entre 1988 et 2006, les ventes internationales d'avions ont connu une progression annuelle moyenne de 17 %;
- le Québec est au 5e rang mondial des pays producteurs d'aluminium et au 2e rang des exportateurs.

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DU QUÉBEC, 1988-2006
(EN POURCENTAGE)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

EXPORTATIONS DU QUÉBEC
(EN POURCENTAGE DU PIB)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Une économie diversifiée qui rayonne à l'étranger

LA DIVERSITÉ DU QUÉBEC

- Les multiples facettes de son territoire font du Québec l'économie la plus diversifiée au Canada. Son indice de diversité économique s'élève à 135, alors que celui calculé pour le Canada est de 130,7. L'économie québécoise est également plus diversifiée que celle de l'Ontario (indice : 125,2).
- Le Québec est composé de 17 régions administratives. Chacune d'elles possède un potentiel unique.
- Plusieurs compétences régionales permettent au Québec de se positionner en tant que leader en Amérique du Nord et dans le monde :

  l'Abitibi-Témiscamingue est reconnue partout dans le monde pour l'abondance de ses gisements de métaux précieux, de cuivre et de zinc ;

  le Bas-Saint-Laurent dispose d'une expertise maritime réputée et se démarque dans le secteur des biotechnologies marines ;

  le Saguenay–Lac-Saint-Jean est un acteur de premier plan en ce qui concerne la production de l'aluminium ;

  Montréal jouit d'une renommée mondiale en matière de domaine des sciences de la vie et celui des jeux vidéo.

UN SECTEUR FINANCIER À L'AVANT-GARDE

Le Québec et le Canada ont un secteur financier solide, efficace et transparent. Ces caractéristiques avantageuses sont le résultat d'une harmonisation efficace et d'une politique de constante amélioration du cadre réglementaire et de surveillance des marchés.

Le secteur financier joue un rôle moteur dans la création de richesse :

- il représente à lui seul 6 % de l'ensemble de l'activité économique du Québec ;
- plusieurs institutions financières québécoises rayonnent à l'étranger, dont la Caisse de dépôt et placement du Québec, le premier gestionnaire de fonds institutionnels au Canada ;
- sur le territoire de la ville de Montréal, 115 centres financiers internationaux assurent le recrutement et le maintien d'une main-d'œuvre hautement qualifiée.

UNE BOURSE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE PREMIER ORDRE

- La Bourse de Montréal a connu une augmentation de plus de 40 % de son volume total négocié en 2006 par rapport à l'année précédente.
- Au début de l'année 2007, elle a procédé à l'inscription de ses actions en Bourse.
- En 2007, elle a annoncé la création, de concert avec le New York Mercantile Exchange (« NYMEX »), de CAREX, une nouvelle entreprise dédiée au marché énergétique canadien :

  – dans le cadre de cette transaction, NYMEX a pris une participation de 10 % du capital-actions de la Bourse de Montréal.

INDICE DE DIVERSITÉ INDUSTRIELLE DES PROVINCES - 2002

SOURCE : STATISTIQUE CANADA, COMPILATION SPÉCIALE

VOLUME D'ACTIVITÉ ET TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

(EN MILLIONS DE CONTRATS ET EN POURCENTAGE)

SOURCE : BOURSE DE MONTRÉAL

Développement durable

LE QUÉBEC, TERRE DE RESSOURCES NATURELLES

Le vaste territoire du Québec regorge de ressources énergétiques, minérales et forestières :

- le Québec est un endroit idéal pour investir dans l'exploration et l'exploitation minières :
  - il est renommé pour sa production de métaux de valeur tels que l'or, le cuivre, le zinc et le nickel;
  - il est doté de la meilleure base de données géologiques et d'un potentiel minier exceptionnel encore inexploré;
  - le Québec compte également plusieurs entreprises de première transformation et une industrie métallurgique moderne et performante;
  - selon l'Institut Fraser, le Québec se classe en 2007 au deuxième rang sur 65 États dans le monde en tant que meilleur endroit où investir dans l'exploration et l'exploitation minières.
- Pays de lacs et de rivières, le Québec est aussi un pays de forêts :
  - sur une superficie totale de 1,7 million de km², les forêts québécoises couvrent près de 750 500 km², soit près de la moitié du territoire québécois;
  - le Québec est doté d'un réseau de voies navigables et d'un réseau routier conçus pour faciliter l'approvisionnement en matières premières;
  - spécialisé dans la production de pâtes, de carton, de papier et de bois d'œuvre, le Québec développe actuellement de nouveaux produits d'ingénierie en bois;
  - en 2006, la fusion entre la papetière québécoise Domtar et la géante américaine Weyerhaeuser a donné naissance à la deuxième plus grande entreprise mondiale de fabrication et de mise en marché de papier fin.

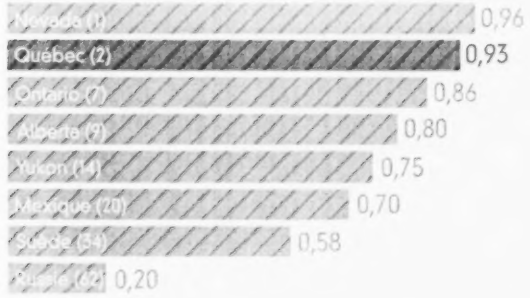
UNE STRATÉGIE GAGNANTE

La stratégie énergétique du Québec 2006-2015 est résolument axée sur le développement de l'énergie propre, soit l'énergie hydroélectrique et l'énergie éolienne.

Ces orientations ont été intégrées au plan stratégique d'Hydro-Québec qui prévoit :

- l'intégration graduelle au réseau d'Hydro-Québec d'un parc d'énergie éolienne d'une capacité de 4 000 mégawatts;
- la constitution d'un portefeuille de projets hydroélectriques totalisant plus de 4 500 mégawatts;
- l'accélération de la réalisation de projets hydroélectriques en cours afin d'accroître la capacité de production. Il s'agit notamment des centrales de Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert et de l'aménagement hydroélectrique de la Péribonka. Ces deux projets ajouteront 1 278 mégawatts au parc de production d'Hydro-Québec, lequel s'établit actuellement à 35 315 mégawatts et procureront 10,7 térawattheures par année;
- l'application d'un plan global d'efficacité énergétique permettant des économies annuelles d'énergie de plus de 4,7 térawattheures pour 2010 et de 8 térawattheures à l'horizon 2015.

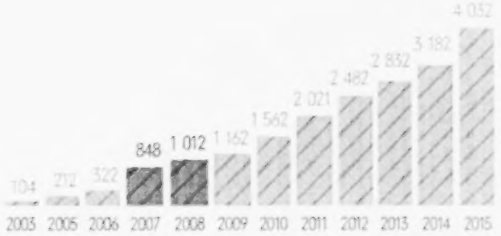
CLASSEMENT DES MEILLEURS ENDROITS POUR INVESTIR - EXPLORATION ET EXPLOITATION MINIÈRES, 2006-2007



SOURCES : INSTITUT FRASER ET STATISTIQUE CANADA

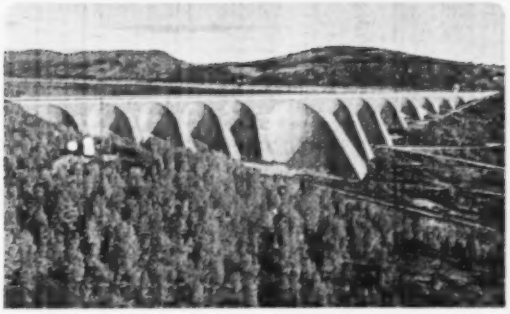
ÉVOLUTION DE LA PUISSANCE INSTALLÉE EN ÉNERGIE ÉOLIENNE, 2003-2015

(EN MÉGAWATTS)



SOURCE : MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC

Hydro-Québec



HYDRO-QUÉBEC
FAITS SAILLANTS 2006
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

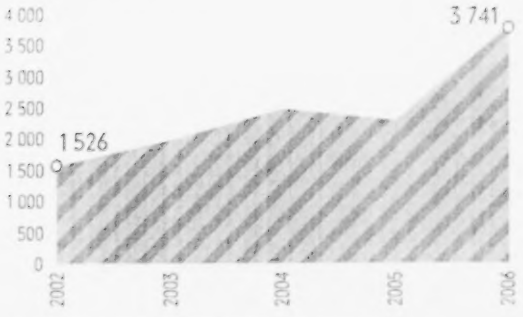
Chiffre d'affaires	11 361
Bénéfice net	3 741
Actif total	63 248
Effectif (en personnes)	20 915
Puissance installée (en mégawatts)	35 515

UNE FORCE QUÉBÉCOISE

- Créée en 1944, Hydro-Québec est une société d'État dont le gouvernement du Québec est le seul actionnaire.
- Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Elle soutient le développement de la filière éolienne par ses achats auprès des producteurs privés.
- En 2006, 97 % de la production d'énergie était d'origine hydraulique.
- En 2006, le bénéfice provenant des activités poursuivies par Hydro-Québec a atteint 2,8 milliards de dollars, auquel s'ajoute un bénéfice provenant des activités abandonnées de 944 millions de dollars attribuable principalement à des gains découlant de la cession d'actifs à l'étranger.
- Hydro-Québec exploite le plus vaste réseau de transport d'électricité en Amérique du Nord au bénéfice des clients au Québec et hors Québec. Elle réalise des échanges d'électricité avec les réseaux des provinces limitrophes et du nord-est des États-Unis.
- Conçu pour transporter simultanément la puissance maximale de toutes ses centrales et adapté aux conditions climatiques rigoureuses du territoire québécois, le réseau d'Hydro-Québec est réputé pour sa fiabilité.

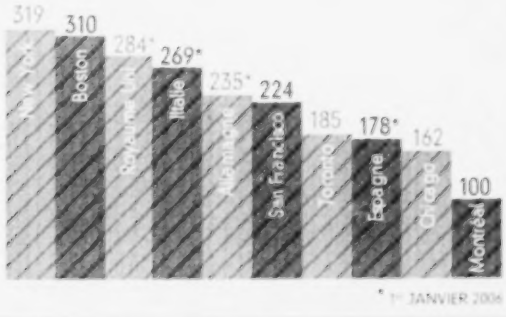
NOTRE CHOIX
EST CLAIR.
NOTRE CHOIX EST
VERT.

BÉNÉFICE D'HYDRO-QUÉBEC
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



SOURCE : BÉNÉFICE PUBLIÉ AUX RAPPORTS ANNUELS D'HYDRO-QUÉBEC.

INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ CLIENTÈLE GRANDES ENTREPRISES
(MONTRÉAL = 100)



* 1er JANVIER 2006

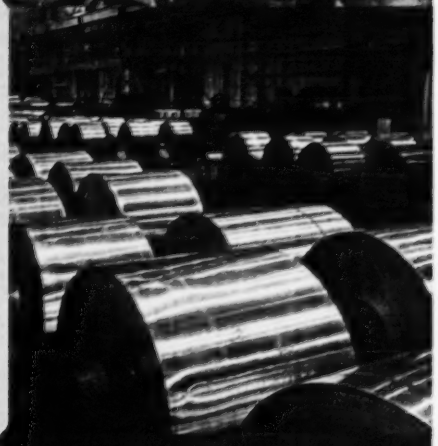
SOURCES : HYDRO-QUÉBEC, COMPARAISON DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES AU 1er AVRIL 2006 ET EUROELECTRIC, ELECTRICITY TARIFFS AS OF 1 JANUARY 2006 (PUBLISHED TARIFFS).

UN BUDGET DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

L'ensemble des dépenses permet au gouvernement d'atteindre le déficit zéro. Cette saine gestion des finances publiques est une contribution essentielle à la prospérité du Québec.

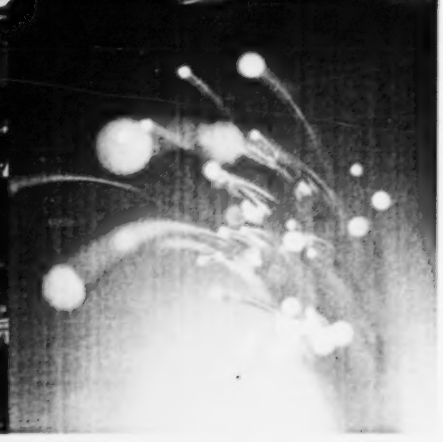
LE FONDS DES GÉNÉRATIONS : UNE PLUS GRANDE ÉQUITÉ ENVERS LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Avec le Fonds des générations, le gouvernement pose un geste concret pour favoriser l'équité intergénérationnelle. La diminution du poids de la dette permettra d'assurer la pérennité de services publics de qualité.



UN BUDGET DE RIGUEUR ET DE TRANSPARENCE

Le Budget 2007-2008 contribue à rendre l'économie du Québec plus compétitive et à offrir une meilleure qualité de vie aux Québécois.



DES FINANCES PUBLIQUES GÉRÉES
AVEC RIGUEUR ET TRANSPARENCE

2007

FINANCES PUBLIQUES

Une gestion responsable des finances publiques

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

- Conformément à la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, l'équilibre budgétaire sera maintenu pour chaque année du cadre financier.

CONTRÔLE SERRÉ DES DÉPENSES

- Le gouvernement pratique un contrôle serré des dépenses :
  - La croissance des dépenses au Québec a été en moyenne de 4,2 % de 2003-2004 à 2006-2007 alors que celle de la moyenne des provinces s'élevait à 6,7 %.
- Pour 2007-2008, la croissance des dépenses est limitée à 4,1 %.
- Cette discipline budgétaire a permis de réduire le poids des dépenses de programmes par rapport au PIB :
  - Il s'établira à 18,2 % en 2007-2008, un des niveaux les plus faibles depuis 35 ans.

PRIORITÉS : SANTÉ ET ÉDUCATION

- La gestion rigoureuse des dépenses a permis d'allouer des sommes importantes aux priorités des Québécois : la santé et l'éducation.
  - Ces missions essentielles de l'État ont connu des augmentations substantielles au cours des dernières années.
- Le gouvernement consacre près de 45 % de ses dépenses au secteur de la santé en 2007-2008 :
  - Le budget de la santé augmente de 1,4 milliard de dollars en 2007-2008, soit une croissance de 6,3 %.
- L'éducation représente 25 % des dépenses gouvernementales :
  - En 2007-2008, les dépenses en éducation sont relevées de 674 millions de dollars, une augmentation de 5,3 %.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES BUDGET 2007-2008[P]

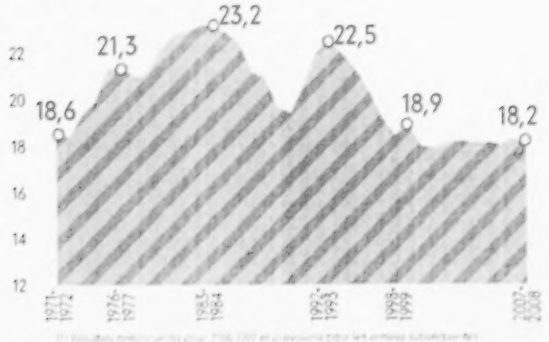
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2006-2007	2007-2008
REVENUS BUDGÉTAIRES	60 369	61 727
DÉPENSES BUDGÉTAIRES		
Dépenses de programmes	51 769	53 913
Service de la dette	6 967	7 244
TOTAL	58 736	61 157
RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS	240	70
Versements additionnels au Fonds des générations	-500	-200
Affectation à la réserve budgétaire	-300	
Utilisation de la réserve budgétaire		200
SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ AUX FINS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	29	0
Résultats nets du Fonds des générations	578	653
SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ	607	653

P : Résultats préliminaires pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
(1) Versements additionnels découlant de la vente de la participation d'Hydro-Québec dans TransÉnergie (2002).

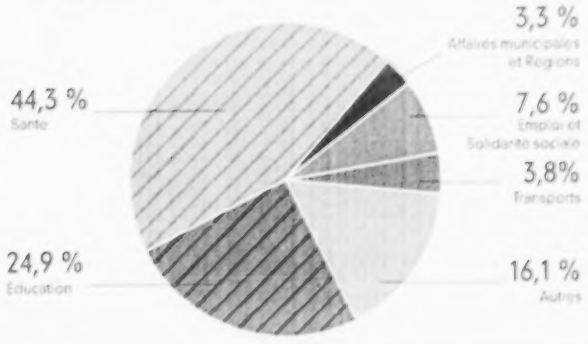
DÉPENSES DE PROGRAMMES[1]

(EN POURCENTAGE DU PIB)



(1) Résultats préliminaires pour 2006-2007 et prévisions pour les années subséquentes.

DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE, 2007-2008



Une gestion responsable des finances publiques

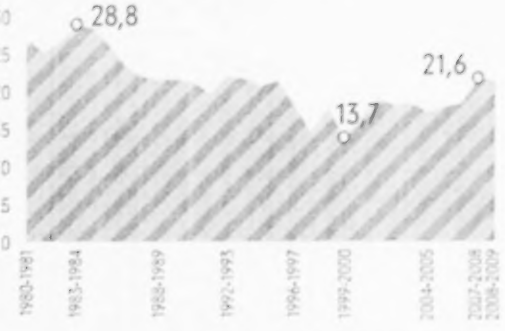
LA FÉDÉRATION CANADIENNE

- Le Québec fait partie du Canada, une fédération créée en 1867.
- Les compétences du gouvernement fédéral et des dix provinces sont établies dans la Constitution.
  - Le gouvernement fédéral est responsable, entre autres, du commerce international, de la défense nationale, de la monnaie, de la poste, des pêcheries, de l'assurance-emploi.
  - Les provinces ont des compétences exclusives dans les domaines suivants sur leur territoire : l'éducation, les ressources naturelles et les affaires municipales.
- Les revenus perçus par les différents paliers de gouvernement au Canada se répartissent ainsi en 2008 :
  - 40 % sont perçus par le gouvernement fédéral ;
  - 31 % sont perçus par les gouvernements provinciaux et les administrations locales (municipalités et commissions scolaires).

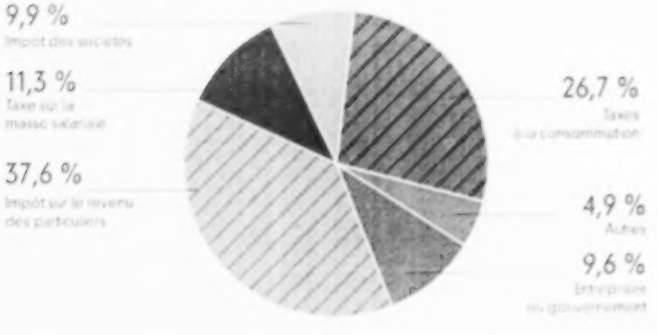
DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

- Les revenus du Québec proviennent de deux sources :
  - les revenus autonomes (78,4 %) ;
  - les transferts fédéraux (21,6 %).
- La majeure partie des revenus autonomes provient de l'impôt des particuliers (38 %) et des taxes à la consommation (27 %).
- Le Québec est une des sept provinces qui reçoivent des paiements du programme fédéral de péréquation. Ces transferts comptent pour plus de la moitié des transferts fédéraux au Québec.
  - Le Québec et les neuf autres provinces perçoivent aussi des transferts pour les programmes sociaux comme la santé et l'éducation postsecondaire.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX
(EN POURCENTAGE DES REVENUS BUDGÉTAIRES)



REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT
(PAR SOURCE)



Un budget de rigueur et de transparence

BAISSE D'IMPÔT GÉNÉRALE

- Réduction générale de l'impôt des particuliers de 950 millions de dollars à compter du 1er janvier 2008.
- Entre 2005 et 2008, le Québec sera passé de la 9e à la 5e position des provinces ayant le fardeau fiscal le moins élevé.

ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES AMÉLIORÉ

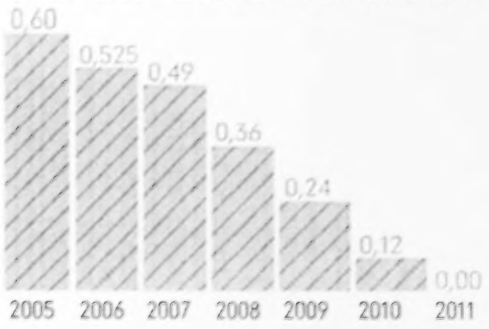
- La taxe sur le capital sera éliminée après le 31 décembre 2010 pour toutes les entreprises.
- Le taux du crédit de la taxe sur le capital pour les entreprises manufacturières est majoré de 5 % à 10 %. Cela signifie, en pratique, l'élimination de cette taxe pour les entreprises qui investissent.
- Hausse des taux de déduction pour amortissement sur les investissements.
- Allégement de près de 20 % des procédures administratives des petites entreprises.

INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES

- Annonce d'un plan quinquennal de 30 milliards de dollars pour le renouvellement des infrastructures du secteur public.
  - Les deux tiers des sommes investies serviront au maintien d'actifs.
  - Investissements records de 6,4 milliards de dollars pour l'année 2007-2008, soit 50,5 % de plus qu'en 2006-2007.

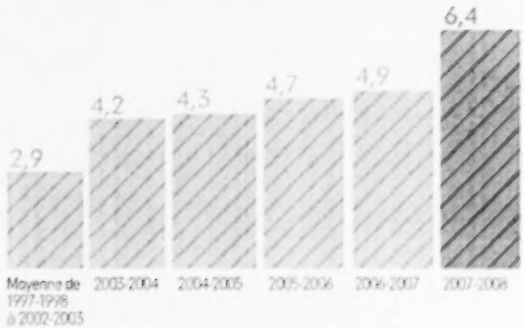
PLAN D'ÉLIMINATION DE LA TAXE SUR LE CAPITAL

(TAUX GÉNÉRAL DE LA TAXE SUR LE CAPITAL, EN POURCENTAGE)



INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

(CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT, EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Le Fonds des générations : un geste porteur pour l'avenir

UNE ACTION DÉCISIVE POUR RÉDUIRE LE POIDS DE LA DETTE

- Le gouvernement du Québec a mis en place le Fonds des générations dont l'objectif est de diminuer le ratio dette/PIB à 25 % en 2026.
- Ce geste permettra d'alléger l'équité envers les générations futures.
- La loi constituant le Fonds des générations fixe des cibles précises à atteindre concernant le ratio dette/PIB :
  - 38 % au 31 mars 2013, 32 % au 31 mars 2020, 25 % au 31 mars 2026.

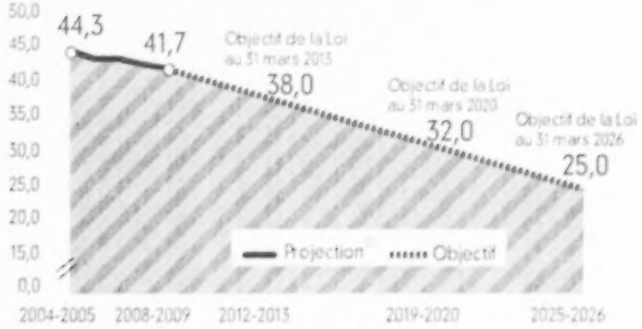
MISER SUR L'EAU, L'OR BLEU DU QUÉBEC

- Le Fonds des générations est alimenté principalement par des redevances provenant d'une ressource abondante au Québec : l'eau.
  - Des redevances hydrauliques provenant d'Hydro-Québec et des producteurs privés d'électricité y sont versées.
- Grâce à Hydro-Québec, 700 millions de dollars supplémentaires sont déposés au Fonds des générations :
  - 500 millions de dollars provenant de la vente d'un actif étranger versés en février 2007;
  - 200 millions de dollars seront versés en 2007-2008.
- Le gouvernement versera dans le Fonds des générations une contribution additionnelle de 450 millions de dollars par année, en moyenne, au cours de la période 2010-2011 à 2025-2026.
  - Ces nouvelles contributions proviendront des bénéfices additionnels que réalisera Hydro-Québec sur ses exportations d'électricité.

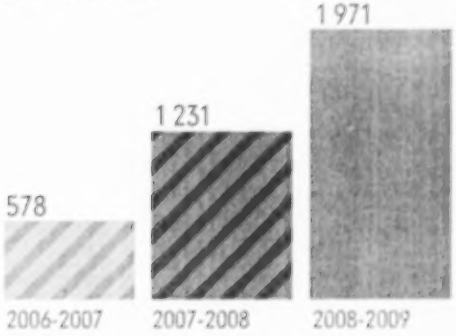
PRÈS DE 42 MILLIARDS DE DOLLARS À L'HORIZON 2026 POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE

- Les actifs du Fonds des générations sont gérés par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
- Au 31 mars 2007, le solde du Fonds des générations atteignait 578 millions de dollars.
  - Il devrait atteindre près de 2 milliards de dollars dès le 31 mars 2009.
  - D'ici 2026, 41,7 milliards de dollars seront accumulés dans le Fonds des générations.
- Cette démarche sans précédent reflète la volonté du gouvernement de préserver le niveau et la qualité des services publics auxquels sont attachés les Québécoises et les Québécois.

RÉDUCTION DE LA DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT
(EN POURCENTAGE DU PIB)



ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

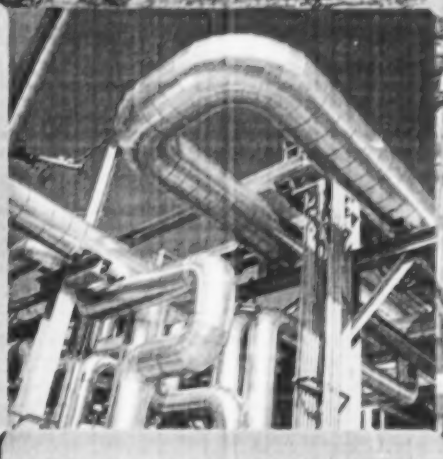


LE QUÉBEC CONTINUE DE DIVERSIFIER SES SOURCES DE FINANCEMENT

Le Québec vise constamment à diversifier ses sources de financement. En janvier 2006, le Québec est devenu le premier gouvernement étranger à réaliser une émission d'obligations à long terme sur le marché mexicain. Un an plus tard, une première émission en dollars de Hong Kong a été réalisée.

UNE PRÉSENCE CONTINUE ET RECONNUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Le magazine financier EuroWeek a décerné des prix pour des transactions du Québec en dollars américains et en euros réalisées en 2001, 2002, 2003 et 2005. L'émission du Québec en francs suisses réalisée en 2005 a remporté un prix décerné par le magazine *International Financing Review*.



LE QUÉBEC PROFITE DES CONDITIONS D'ÉMISSION FAVORABLES DANS LE LONG TERME AU CANADA

Sur le marché canadien, le gouvernement du Québec a effectué, en 2006-2007, des émissions avec des échéances parmi les plus longues au Canada. Plus de 2,9 milliards de dollars d'obligations ont été émises avec des échéances de 50 ans et plus.

UN ACTEUR IMPORTANT
SUR LES MARCHÉS FINANCIERS
CANADIEN ET INTERNATIONAUX

2007

FINANCEMENT

Programmes de financement

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

- Le programme de financement vise essentiellement :
  - à effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
  - à contribuer à un fonds d'amortissement qui servira à payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic;
  - à accorder des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État par l'entremise du Fonds de financement.

FINANCEMENT-QUÉBEC

- Financement-Québec est une société d'État qui effectue des emprunts sur les marchés financiers afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations :
  - en regroupant leur financement ainsi, ces organismes profitent de coûts d'emprunt avantageux;
  - le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

HYDRO-QUÉBEC

- Les emprunts d'Hydro-Québec sont garantis par le gouvernement du Québec.

Programmes de financement FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU			
Besoins (surplus) financiers nuls	757	[illegible]	[illegible]
Remboursements d'emprunts	5 154	[illegible]	[illegible]
Variation de l'encaisse	-2 684	[illegible]	0
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	4 440	[illegible]	[illegible]
Financement réalisé par anticipation	6 069	0	0
TOTAL FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	13 256	3 417	10 457
FONDS DE FINANCEMENT (1)	1 579	1 750	2 000
TOTAL	14 815	[illegible]	12 457

FINANCEMENT-QUÉBEC

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2 579	2 000	2 000

HYDRO-QUÉBEC

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2006	2007	2008
	3 490	[illegible]	[illegible]

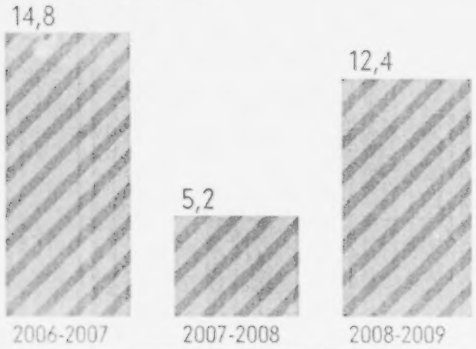
N.B. : Données préliminaires pour 2006-2007 et prévisions pour les années subséquentes. Un chiffre positif indique un besoin de financement et un chiffre négatif une source de financement.

(1) Excluant les organismes consolidés.

(2) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

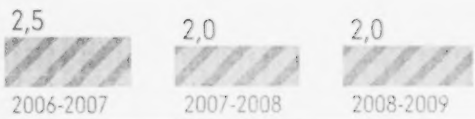
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

(EN MILLIARDS DE DOLLARS)



FINANCEMENT-QUÉBEC

(EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Une qualité de crédit élevée

LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's	A+	Positive
Fitch	AA-	Stable
Dominion Bond Rating Service	A (high)	Stable
Japan Credit Rating Agency	AA-	Stable

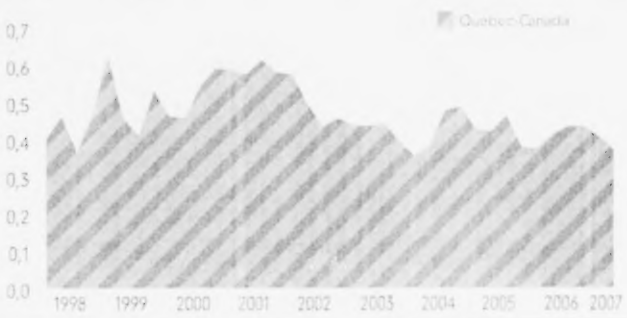
REHAUSSEMENT DES COTES DE CRÉDIT

- En 2006, deux agences de crédit ont augmenté la cote de crédit du Québec.
  - Moody's l'a augmentée à deux reprises :
    - en juin, la cote est passée de A1 à Aa3;
    - en novembre, elle a été élevée à Aa2;
  - DBRS a fait passer la cote de A à A (high) en juin.

COMMENTAIRES DES AGENCES DE CRÉDIT

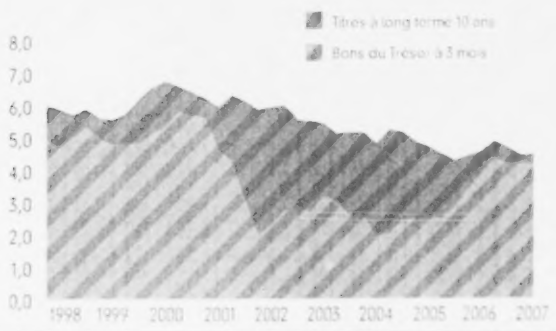
- Moody's, juin 2006 :
  - « Les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs financiers au cours des dernières années s'expliquent par une gestion rigoureuse des dépenses et par l'augmentation des transferts fédéraux. »
  - « L'adoption d'une stratégie claire de réduction de la dette joue un rôle clé dans l'amélioration de la qualité du crédit de la province. »
- Standard & Poor's, juin 2006 :
  - « La cote de crédit du Québec repose sur : [...] l'engagement du gouvernement à réduire à long terme le fardeau de la dette au moyen de dépôts dans le nouveau Fonds des générations. »
  - « La cote de crédit du Québec repose sur : [...] son économie vaste et diversifiée, qui profite d'un secteur manufacturier et d'un secteur des services solides. »

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME 10 ANS
(EN POURCENTAGE)



SOURCE : PC BOND

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(EN POURCENTAGE)



SOURCES : PC BOND ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Un émetteur important sur le marché canadien

DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

- Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.
- Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions repères et les rouvre à plusieurs reprises, jusqu'à ce que le montant en circulation soit d'une taille optimale.

DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

- Le Québec emprunte dans toutes les échéances : de cinq ans à plus de 50 ans.
- En 2006-2007, 2,9 milliards de dollars d'emprunts ont été effectués pour des échéances de 50 ans et plus. L'échéance de l'un de ces emprunts est en 2065.

UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

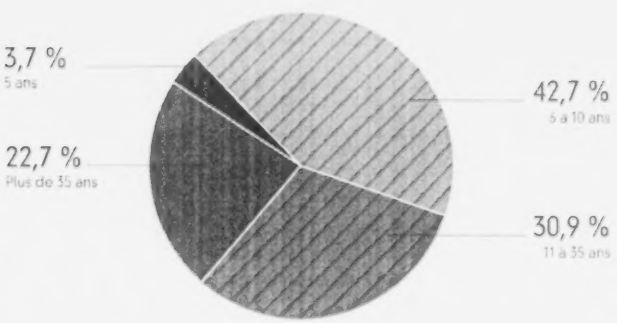
- La diversification des emprunts selon les échéances permet d'avoir un profil de refinancement stable, ce qui assure une présence régulière sur les marchés financiers.
- L'échéance moyenne de la dette est de 12 ans.

ÉMISSIONS REPÈRES AU CANADA

	COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions de dollars)
Court terme	5,50	2009	2 446
	6,75	2010	7 611
	6,00	2012	2 122
Moyen terme	5,25	2013	2 192
	5,50	2014	2 500
	5,00	2015	2 500
	4,50	2016	3 000
	4,50	2017	1 500
Long terme	9,375	2023	2 702
	6,00	2029	2 737
	6,75	2032	4 200
	5,75	2036	4 082
	5,00	2038	1 500
Très long terme	5,00	2051	421
	Divers	2056	1 300
	4,70	2062	150
	4,35	2065	913

(1) Emprunts privés en dollars canadiens.

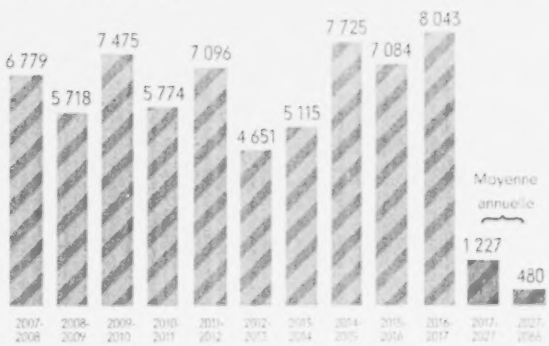
EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2006-2007 PAR ÉCHÉANCE[1]



(1) RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES.

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE AU 31 MARS 2007[1]

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



N.B. DETTE DIRECTE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET DETTE ENCOURUE POUR EFFECTUER DES AVANCES AU FONDS DE FINANCEMENT.

(1) RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES.

Une présence régulière sur les marchés internationaux

ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS

COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions de dollars US)
5,75	2005	1 000
6,125	2011	1 000
4,875	2014	1 000
4,60	2015	1 000
5,00	2016	1 250
5,125	2016	1 500
7,50	2023	1 000
7,125	2024	1 000
7,50	2029	1 500

ÉMISSIONS EN EUROS

		ENCOURS (en millions d'euros)
5,625	2011	1 500
4,25	2013	1 000
5,625	2015	1 500
5,375	2016	1 500

ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES

MARCHÉ			ENCOURS (en millions d'unités de la devise)
YEN	5,00	2007	100 000
	1,60	2013	50 000
FRANC SUISSE	3,50	2008	500
	2,25	2015	350
	2,625	2017	500
$ AUSTRALIEN	6,00	2009	200
	5,75	2011	450
$ NÉO-ZÉLANDAIS	6,75	2015	300
PESO MEXICAIN	8,97	2016	1 500
$ HONG-KONG	4,50	2017	750

DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

- Présence régulière sur les principaux marchés (Canada, États-Unis, Europe, Asie et Australie) :
  - avec des émissions de grande taille;
  - et la réouverture d'émissions déjà existantes.
- La présence du Québec sur les marchés financiers étrangers remonte à la fin du 19e siècle, plus précisément en 1874, à Londres.

ASSURER LA LIQUIDITÉ

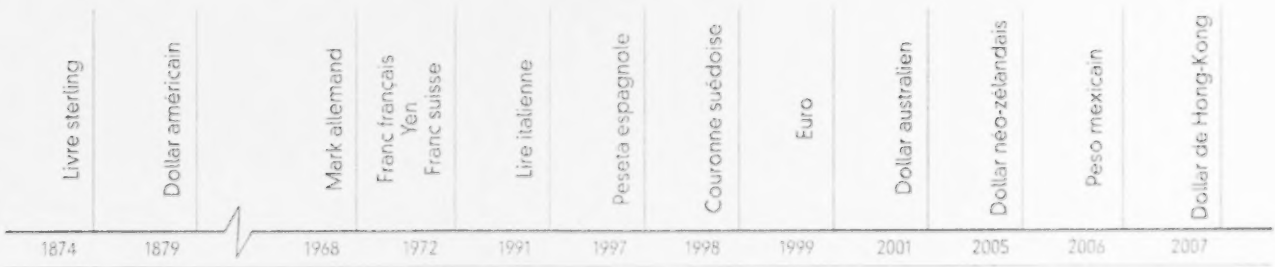
- Relations à long terme avec les banques et firmes de courtage qui distribuent les titres du Québec.
- Diversification des sources de financement en émettant dans différentes devises.
- Promotion des titres du Québec :
  - documents de promotion;
  - rencontres avec des investisseurs;
  - participation des banques et des firmes de courtage dans ces activités.

DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT FACILITÉES DANS CERTAINS PAYS

- En 2001, la Banque des règlements internationaux (BRI) a statué que les autorités de réglementation étrangères pouvaient accorder une pondération de 0 % aux titres du Québec, ce qui signifie que les institutions financières n'ont pas à maintenir de réserves de capital lorsqu'elles détiennent des titres du Québec.
  - Ainsi, le Luxembourg, la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Australie et l'Italie accordent maintenant une pondération de 0 % aux titres du Québec, ce qui facilite les activités de financement dans ces pays.

PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

(DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC PAR DEVISE)



La gestion de la dette

DETTE TOTALE

- La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite.
- Au 31 mars 2007, la dette totale du gouvernement s'élevait à 122,4 milliards de dollars.

MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

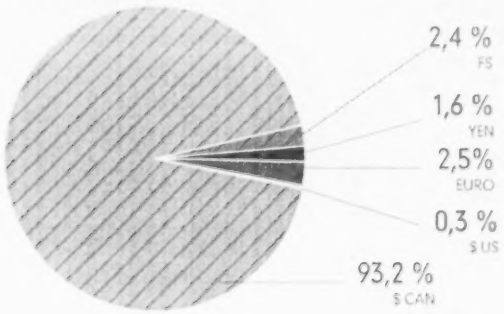
- La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt :
  - les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible;
  - l'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme permet d'atteindre les proportions de la dette désirées :
    - par devise;
    - par taux d'intérêt.
- La gestion de la dette permet au gouvernement de réaliser des économies appréciables au titre du service de la dette.

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2007

(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

Dette directe	90,4
Passif net au titre des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic	32,6
Moins : montant accumulé dans le Fonds des générations	0,6
TOTAL	122,4

STRUCTURE DE LA DETTE TOTALE PAR DEVISE AU 31 MARS 2007(1)



(1) RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

STRUCTURE DE LA DETTE TOTALE PAR TAUX D'INTÉRÊT AU 31 MARS 2007(1)

(1) RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES